

CHRONOLOGIE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

1948

7-11 mai

Congrès de La Haye : plus de mille délégués venus d'une vingtaine de pays européens discutent de nouvelles formes de coopération en Europe. Ils se prononcent en faveur de la création d'une "Assemblée européenne".

1949

27 et 28 janvier

À la suite du congrès de La Haye, le Conseil de l'Europe est créé. Il siègera à Strasbourg. Il commence à rédiger la convention européenne des droits de l'homme. Signée à Rome en 1950, elle entrera en vigueur en septembre 1953.

1950

9 mai

Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, propose, dans un discours inspiré par Jean Monnet, la mise en commun des ressources de charbon et d'acier de la France et de la République fédérale d'Allemagne dans une organisation ouverte aux autres pays d'Europe.

Puisque cette date peut être considérée comme la naissance de l'Union européenne, le 9 mai est devenu une fête annuelle: la "Journée de l'Europe".

4 novembre

Signature de la Convention des droits de l'Homme et des libertés fondamentales à Rome, en Italie.

1951

18 avril

Les Six signent à Paris le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Elle entrera en vigueur le 23 juillet 1952, pour une période de cinquante ans.

1952

10 septembre

L'Assemblée parlementaire de la CECA, constituée de 78 membres, tient sa première assemblée.

1955

1^{er} et 2 juin

Réunis en conférence à Messine, les ministres des affaires étrangères des Six décident d'étendre l'intégration européenne à toute l'économie.

1957

25 mars

Signature à Rome des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom. Elles entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1958.

1958

19 mars

Session constitutive de l'Assemblée parlementaire européenne à Strasbourg, France. Robert Schuman est élu Président de l'Assemblée parlementaire, celle-ci devant remplacer l'assemblée de la CECA.

1960

4 janvier

Signature de la convention de Stockholm créant, à l'initiative du Royaume-Uni, l'Association européenne de libre-échange (AELE), comprenant plusieurs pays européens qui ne sont pas États membres de la CEE.

1963

20 juillet

Signature, à Yaoundé, de la convention d'association entre la CEE et dix-huit pays africains.

1965

8 avril

Signature du traité de fusion des exécutifs des trois Communautés instituant un Conseil et une Commission uniques. Il entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1967.

1966

29 janvier

Compromis dit "de Luxembourg". À la suite d'une crise politique, la France accepte de reprendre sa place au Conseil en contrepartie du maintien de la règle de l'unanimité lorsque des "intérêts très importants" sont en jeu.

1968

1^{er} juillet

Élimination des derniers droits de douane entre les États membres pour les produits industriels et mise en place du tarif extérieur commun.

1969

1^{er} et 2 décembre

Sommet de La Haye. Les chefs d'État ou de gouvernement décident de pousser plus loin l'intégration européenne.

1970

22 avril

Signature, à Luxembourg, du traité permettant le financement progressif des Communautés par des ressources propres et l'extension des pouvoirs de contrôle du Parlement européen.

1972

22 janvier

Signature, à Bruxelles, des traités d'adhésion des nouveaux membres des Communautés européennes (Danemark, Irlande, Norvège et Royaume-Uni).

1973

1^{er} janvier

Entrée du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni dans les Communautés européennes (référendum négatif en Norvège). Les Communautés comptent neuf États membres.

1974

9 et 10 décembre

Sommet de Paris, où les neuf chefs d'État ou de gouvernement décident de se réunir régulièrement en Conseil européen (trois fois par an), proposent d'élire le Parlement européen au suffrage universel et décident la mise en œuvre du Fonds européen de développement régional.

1975

28 février

Signature, à Lomé, d'une convention (Lomé I) entre la CEE et 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

22 juillet

Signature du traité renforçant les pouvoirs budgétaires du Parlement européen et créant la Cour des comptes européenne. Il entre en vigueur le 1^{er} juin 1977.

1979

7 et 10 juin

Première élection au suffrage universel des 410 membres du Parlement européen.

1981

1^{er} janvier

Entrée de la Grèce dans les Communautés européennes. Les Communautés comptent dix États membres.

1984

14 et 17 juin

Deuxièmes élections directes du Parlement européen.

1985

7 janvier

Jacques Delors devient président de la Commission (1985-1995).

14 juin

Signature de l'accord de Schengen, qui vise à abolir les contrôles aux frontières entre les pays membres des Communautés européennes.

1986

1^{er} janvier

Entrée de l'Espagne et du Portugal dans les Communautés européennes. Les Communautés comptent douze États membres.

17 et 28 février

Signature à Luxembourg et à La Haye de l'Acte unique européen. Il entre en vigueur le 1^{er} juillet 1987.

1989

15 et 18 juin

Troisièmes élections directes européennes.

9 novembre

Ouverture du mur de Berlin.

1990

3 octobre

Réunification allemande.

1991

9 et 10 décembre

Le Conseil européen à Maastricht adopte un traité sur l'Union européenne. Il prévoit une politique étrangère et de sécurité commune, une coopération plus étroite dans les domaines de la justice et des affaires intérieures et la création d'une Union économique et monétaire, y compris une monnaie unique.

1992

7 février

Signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht. Il entre en vigueur le 1^{er} novembre 1993.

1993

1^{er} janvier

Mise en place du marché unique.

1994

9 et 12 juin

Quatrièmes élections européennes.

1995

1^{er} janvier

Entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'Union européenne (référendum négatif en Norvège). L'UE compte quinze États membres.

23 janvier

Entrée en fonction de la Commission présidée par Jacques Santer (1995-1999).

27 et 28 novembre

Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone, engageant un partenariat entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée.

1997

2 octobre

Signature du traité d'Amsterdam. Il entre en vigueur le 1^{er} mai 1999.

1998

30 mars

Lancement du processus d'adhésion des nouveaux pays candidats. Ce processus va englober Chypre, Malte et dix États d'Europe centrale et orientale.

1999

1^{er} janvier

Début de la troisième phase de l'UEM: les onze monnaies des États participants disparaissent au profit de l'euro. La monnaie commune est introduite sur les marchés financiers. La Banque centrale européenne (BCE) est désormais responsable de la politique monétaire. La Grèce les rejoint en 2001.

10 et 13 juin

Cinquièmes élections européennes.

15 septembre

Entrée en fonction de la Commission présidée par Romano Prodi (1999-2004).

15 et 16 octobre

Conseil européen de Tampere consacré à la réalisation d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice.

2000

23 et 24 mars

Le Conseil européen de Lisbonne définit une nouvelle stratégie de l'Union visant à renforcer l'emploi, la réforme économique et la cohésion sociale dans une économie fondée sur la connaissance.

7 et 8 décembre

À Nice, le Conseil européen adopte le texte d'un nouveau traité qui réforme le système décisionnel de l'UE dans la perspective de l'élargissement. Les présidents du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission proclament solennellement la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

2001

26 février

Signature du traité de Nice. Il entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

14 et 15 décembre

Conseil européen de Laeken. Adoption d'une déclaration sur l'avenir de l'Union ouvrant la voie à la future grande réforme de l'Union et convocation d'une Convention, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, afin de préparer une Constitution européenne.

2002

1^{er} janvier

Mise en circulation des pièces et des billets en euros dans les douze pays de la zone euro.

13 décembre

Conseil européen de Copenhague. Accord sur l'adhésion de dix pays candidats (la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie) le 1^{er} mai 2004.

2003

10 juillet

Conclusion des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe; adoption d'un projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.

4 octobre

Ouverture de la Conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité constitutionnel.

2004

1^{er} mai

Adhésion à l'UE de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.

10 et 13 juin

Sixièmes élections européennes.

29 octobre

Adoption à Rome de la Constitution européenne.

22 novembre

Entrée en fonction de la Commission présidée par José Manuel Barroso.

2005

29 mai/1^{er} juin

Référendum négatif sur la Constitution en France, puis aux Pays-Bas.

3 octobre

Ouverture des négociations d'adhésion avec la Croatie et la Turquie.

2007

1^{er} janvier

La Bulgarie et la Roumanie adhèrent à l'Union européenne.

La Slovénie rejoint la zone euro.

2008

1^{er} janvier

Chypre et Malte rejoignent la zone euro.

12 Décembre

La Suisse rejoint l'espace Schengen

2009

1 Janvier

La Slovaquie adopte l'euro

4 au 7 juin

Septième élection directe du Parlement européen

1^{er} décembre

Entrée en vigueur du Traité de Lisbonne : prise de fonctions de Catherine Ashton (haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères)

2010

4 janvier

1^{er} jour de travail d'Herman Von Rompuy, Président du Conseil Européen

2011

1^{er} janvier

L'Estonie rejoint la zone Euro